

Budget

Budget 2023 : avec des dépenses en hausse de 24 milliards d'euros, l'Etat "nounou" ne maigrit pas

Par David Bensoussan le 26.09.2022 à 16h55

ABONNÉS

🕒 Lecture 5 min.

Le projet de loi de finances pour 2023, présenté ce matin, prévoit une hausse de 24 milliards d'euros des dépenses de l'Etat et un déficit public qui stagne autour de 5% du PIB.

BOURSE >	LE 26/09 À 18H05
CAC 40	-0,24% 5769,39
🔍 RECHERCHER UNE VALEUR	

Promis, juré, le "quoi qu'il en coûte" est terminé. L'heure est maintenant au "combien ça coûte", a assuré Gabriel Attal, le ministre délégué aux comptes publics, lors de la présentation du budget 2023 de l'Etat, ce 26 septembre. Mais, derrière les éléments de langage, les chiffres sont têtus. Les dépenses de l'Etat vont grimper de 24 milliards d'euros par rapport au budget 2022. Gonflé par les mesures prises contre la hausse des prix de l'énergie, le budget de l'Ecologie flambe de 28,6%. Celui du Travail bondit carrément de 42% en raison notamment d'une subvention de deux milliards à l'organisme de formation France Compétence. Quant aux ministères régaliens, ils affichent des hausses de 7 à 8%. Dans ces conditions, pas étonnant que le déficit public stagne autour de 5% du PIB. L'un des montants les plus élevés de la zone euro. Ce chiffre symbolise l'incapacité récurrente des gouvernements à maîtriser les dépenses de cet Etat "nounou", qui grossit au fil des crises économiques.

Des mesures temporaires qui durent

Pourtant, le jeune candidat libéral Emmanuel Macron avait bien été élu sur la promesse de réduire son poids dans l'économie. Il s'engageait, en 2017, à baisser de trois points le niveau des dépenses publiques, qui atteignait 56,5% du PIB. De fait, leur niveau a d'abord diminué de 1,1 point en 2018-2019. Sous la houlette du Premier ministre Edouard Philippe, l'exécutif a taillé dans les aides au logement et l'assurance chômage. Mais la crise des "gilets jaunes" a vite mis le holà à cette politique. Le gouvernement a même revalorisé la prime d'activité, dont le nombre de bénéficiaires a grimpé de près de 40%! L'Etat prend désormais en charge une partie des salaires de 4,3 millions de ménages, pour un coût de dix milliards.

La crise du Covid a accentué ce revirement. Le "quoi qu'il en coûte" a de nouveau fait grimper le poids des dépenses de 3,8 points en 2020-2021, avec 157 milliards dédiés aux mesures d'urgence et de relance. Et comme souvent, l'Etat a eu mal à débrancher certaines mesures. Ainsi, les aides exceptionnelles à l'embauche des apprentis ont été prolongées, à hauteur de 3,5 milliards en 2023. La Cour des comptes s'en est émue, pointant un effet d'aubaine au profit des plus diplômés. De même, le dispositif Ma Prime Rénov', en faveur des rénovations énergétiques, a été étendu à tous les propriétaires occupants. Son coût va grimper de 30% l'an prochain pour atteindre 2,5

Le contribuable paye la facture énergétique

Puis, la crise ukrainienne et le retour de l'inflation ont à nouveau perturbé les plans de redressement des comptes publics. La France s'est distinguée de ses voisins en instaurant un bouclier tarifaire de 24 milliards sur le gaz et l'électricité. Grâce à ce mécanisme et à la remise à la pompe, la France affiche l'un des taux d'inflation les plus faibles de l'OCDE, à 6,6%, contre 8,8% en Allemagne ou 9,9% au Royaume-Uni. En ajoutant les autres mesures de soutien, l'Etat a déjà dépensé, selon Bercy, 2,1% du PIB en 2022. C'est moins que l'Italie (2,5%) mais plus que le Royaume-Uni (1,5%) et l'Allemagne (1,3%), qui ont néanmoins annoncé de nouveaux plans d'aides massifs pour 2023.

"Ces mesures conduisent à subventionner les prix de l'énergie pour les ménages aisés, critique François Ecalte, spécialiste des finances publiques. Cela n'incite pas les gens qui le peuvent à baisser leur consommation et pousse les pays producteurs à maintenir des prix élevés." L'Etat va certes lâcher un peu de lest en 2023 et laisser filer de 15% les prix de l'énergie. Mais cela n'empêchera pas la facture du bouclier tarifaire de grimper à 45 milliards, même si les recettes prélevées sur les producteurs d'énergies renouvelables ramèneront le coût net pour le contribuable à 16 milliards.

Avec de tels moyens en faveur du pouvoir d'achat, nul doute que la France va conserver son titre de championne des dépenses publiques. Fin 2021, encore gonflées par la crise sanitaire, elles atteignaient 59,2% du PIB, contre 52,4% en moyenne dans la zone euro. L'Italie (55,5%), l'Allemagne (51,5%) ou l'Espagne (50,6%) sont loin derrière. L'Hexagone est de loin celui qui dépense le plus pour la protection sociale, de l'ordre de cinq points au-dessus de la moyenne européenne. L'écart le plus significatif porte sur les retraites. Ce n'est pas un hasard si le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a rappelé, ce matin, son attachement à la réforme dont le calendrier doit être annoncé en fin de semaine.

Un modèle social à reformer

"Il est vrai que notre modèle social coûte un "pognon de dingue" mais c'est pour cela que la France a l'un des taux de pauvreté les plus faibles d'Europe", avance Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités. Pour autant, un niveau élevé de dépenses ne rime pas toujours avec efficacité. Exemple avec la politique du logement. "Nous dépensons beaucoup plus que les autres pays, avec davantage de HLM, et pourtant il est plus difficile de trouver un logement, notamment du fait d'une faible rotation au sein du parc social", déplore ainsi Pierre Moscovici, le patron de la Cour des comptes.

Surtout, la soutenabilité financière de ce modèle paraît de plus en plus fragile. Alors que la dette publique atteint 112,8 points de PIB (43 points de plus qu'en Allemagne), l'ère de "l'argent magique" touche à sa fin. Les taux des emprunts à dix ans de la France, qui étaient tombés à zéro fin 2021, dépassent déjà 2,5%. Or, une hausse des taux d'un point alourdit le fardeau annuel de 15 milliards au bout de cinq ans. "Le plus inquiétant c'est la fin des achats massifs d'obligations d'Etat par la BCE, qui risque de faire grimper les primes de risque demandées par les investisseurs privés", prévient François Ecalle. Pour l'instant, la dette française apparaît encore comme une valeur refuge alors que les tensions politiques et budgétaires s'accroissent en Italie. Mais, sans réforme du modèle social, c'est notre souveraineté financière qui pourrait être à terme menacée.